

Le Congrès vote une réforme majeure de la politique agricole

© 05/02/2014 |  Terre-net Média

WASHINGTON, 04 fév 2014 (AFP) - Le Sénat américain a adopté mardi en dernière lecture une réforme de la politique agricole des Etats-Unis pour la période 2014-2018, qui renforce les mécanismes d'assurance pour les agriculteurs et supprime les paiements dits « directs ».

Les sénateurs ont approuvé par 68 voix contre 32 la proposition de loi, approuvée par la Chambre des représentants la semaine dernière, et qui doit maintenant être promulguée par le président Barack Obama. « Cette loi contient les plus grandes réformes de programmes agricoles de ces dernières décennies », a déclaré la sénatrice démocrate Debbie Stabenow, présidente de la commission de l'Agriculture.

Le texte, négocié âprement depuis 2012 par les démocrates et les républicains, met **fin aux subventions directes découplées de la production**, qui sont le modèle privilégié par la politique agricole commune (PAC) de l'Union européenne. Ces subventions étaient accordées principalement en fonction de la surface des terres d'un exploitant, qu'elles soient cultivées ou non. Elles étaient très critiquées depuis l'explosion des cours mondiaux, notamment des céréales, car elles étaient versées même aux agriculteurs les plus riches.

En échange, la réforme gonfle **les systèmes de garanties** contre les chutes de cours ou de revenus, et les programmes subventionnés d'assurance souscrits par les agriculteurs pour se protéger de la volatilité des prix et des catastrophes naturelles. « Nous adoptons une approche responsable de gestion des risques qui aide les agriculteurs seulement quand ils subissent des pertes », a expliqué Debbie Stabenow.

La loi inclut aussi le grand programme de bons alimentaires ("food stamps"), pilier de la protection sociale américaine. Ces allocations sont versées à près de 48 millions d'Américains à bas revenus pour les aider à acheter de la nourriture. Le programme est légèrement revu à la baisse, notamment par des mesures de lutte contre la fraude.

Au total, le Bureau du budget du Congrès estime à 489 milliards de dollars les dépenses publiques autorisées par cette loi d'ici l'exercice budgétaire 2018, dont 391 milliards pour les bons alimentaires, 41 milliards pour les programmes d'assurance et 24 milliards pour les mécanismes de garantie des prix.

De nombreux conservateurs ont dénoncé une « monstruosité », selon le terme employé par le sénateur John McCain. « Malheureusement, toutes les subventions éliminées par cette loi sont réinventées sous la forme d'un programme nouveau et bien plus cher », a-t-il déclaré lundi. « Mais c'est le jeu habituel de **la politique agricole**. Pour voter une loi agricole, le Congrès doit trouver le moyen de satisfaire chaque groupe d'intérêt, de chaque fédération de cultivateurs, des asperges au blé. Si on supprime les subventions de quelqu'un, on leur donne une bourse. Si on tue leur bourse, on subventionne leur assurance ».